

d'organisations non gouvernementales sélectionnés sur la base des critères suivants :

- i) Compétence reconnue dans le secteur d'intervention avec une expertise avérée et la connaissance de la logique d'intervention de l'UE en matière de genre et en particulier dans la lutte contre les VBG dans le pays et le renforcement du leadership féminin ;
- ii) Actions de coopération en cours ou récentes au Burkina Faso dans ces domaines respectifs, expérience dans le pays en particulier dans les provinces couvertes par le programme ;
- iii) Capacités de gestion et capacités organisationnelles.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car le pays se trouve dans l'une des situations de crise telles que définies à l'article 2, paragraphe 21, du Règlement financier à la date de la décision de financement (art. 198 lettre a) du Règlement financier).

Le recours à cette procédure est dû à l'impact que les situations sécuritaire et humanitaire du pays ont sur la mise en œuvre des actions sur le terrain. Il est nécessaire de pouvoir sélectionner directement des partenaires de mise en œuvre qui répondent aux critères ci-dessus et qui ont déjà une forte présence sur le territoire.

La partie de l'action relevant de l'enveloppe budgétaire réservée aux subventions peut, partiellement ou totalement et y compris lorsqu'une entité est désignée pour recevoir une subvention sans appel à propositions, être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission en utilisant les critères définis à la section 4.4.4.

#### **4.4.2 Gestion directe (marchés publics)**

**L'objectif spécifique 1** « *Promouvoir l'égalité des genres et la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) au niveau national* » sera mis en œuvre en gestion directe via un marché avec une entité pouvant développer une campagne de communication multimédia (tv, radio, atelier, théâtres, etc.) innovante.

#### **4.4.3 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution**

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte pour les activités à mettre en œuvre dans une des deux villes secondaires couvertes afin d'atteindre les produits contribuant à **l'objectif spécifique 2** « *Renforcer l'environnement protecteur des femmes à travers une amélioration de la prise en charge des victimes, dans une ville secondaire affectée par l'insécurité et recevant de nombreuses déplacées victimes de Violences Basées sur le Genre (VBG) liées au conflit, ainsi que dans une ville secondaire de la zone d'influence du corridor stratégique Abidjan-Ouagadougou* », avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants : (i) compétence reconnue dans le secteur d'intervention avec une expertise avérée et la connaissance de la logique d'intervention de l'UE en matière de genre et en particulier dans la lutte contre les VBG dans le pays et le renforcement du leadership féminin; (ii) actions de coopération en cours ou récentes au Burkina Faso dans ces domaines respectifs, expérience dans le pays en particulier dans les provinces couvertes par le programme.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe, conformément aux modalités de mise en œuvre indiquées à la section 4.4.4.

#### **4.4.4 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)**

En raison de circonstances exceptionnelles indépendante de la volonté de la Commission, le mode